



SEN RETAIL

N° 10- Juin 2025

Période : Janvier - Mai

CHEZ NOUS, LE CONSMMATEUR / LECTEUR EST LE PATRON !

Votre première plateforme d'information et de sensibilisation des consommateurs sur les enjeux de la RSE & du DD au Sénégal



Les Bus électriques du réseau de transport urbain à Dakar. Source : BRT



Les communautés volontaires pour lutter contre la désertification au Mali. Image : IER



Politiques de sensibilisation sur la protection de l'environnement et la bonne alimentation portée par Auchan et sa fondation au Sénégal. Source : Auchan SN



Développement des centrales solaires pour l'électrification des villes et des zones rurales. Source : ASER

Thème

L'AFRIQUE EN TRANSITION : L'ENVIRONNEMENT AU CŒUR DES POLITIQUES PUBLIQUES PORTÉES PAR LES ÉTATS, LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET LES ENTREPRISES.

SPONSOR

Auchan | RETAIL
SÉNÉGAL

© JME - 05 Juin 2025

© Conception et réalisation : Malick MBOUP



www.senretail.sn



+221.77.408.53.65



contact@senretail.sn

[@senretail.sn](https://www.instagram.com/senretail.sn)



SOMMAIRE

THÈME : L'AFRIQUE EN TRANSITION : L'ENVIRONNEMENT AU CŒUR DES POLITIQUES PUBLIQUES PORTÉES PAR LES ÉTATS, COLLECTIVITÉS TERRITORIALES OU ENTREPRISES PUBLIQUES.



Le ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire en visite à la première foire des fournisseurs chez Auchan. **Source de l'image** : Auchan Sénégal

RUBRIQUE I : ACTU' DE LA GRANDE DISTRIBUTION AU SÉNÉGAL P.5

Intégrer les producteurs locaux : la stratégie de contractualisation face à la grande distribution

RUBRIQUE II : ACTU' RSO - DD DES ASSOCIATIONS ET ONG P.6

RSO et ODD#11 + 12 - Foyers améliorés : Nébédjay équipe plus de 7000 ménages dans le nord du Sénégal
RSO et ODD#4, 5, 11,12 + 13 - L'association adansonnia.green lance son projet compost dans les écoles
RSO et ODD#3 - Cancer : La Fondation BOA et la JCI de Dakar N°1 mobilisées à Ngoudndiane

RUBRIQUE III : ACTU' RSO - DD DES INSTITUTIONS PUBLIQUES P.7

RSO et ODD#7 + 10 - Ziguinchor s'illumine l'électrification rurale avance à grands pas vers l'accès universel
RSO et ODD#7, 14 + 15 - RENFORCEMENT DU CAPITAL HUMAIN : la 3FPT et l'ASP unissent leurs forces
RSO et ODD#5 + 8 - DYNAMISME ENTREPRENEURIAL AU NORD: la DER/FJ dresse un bilan positif à Saint Louis

RUBRIQUE IV : ACTU' RSE - DD DES ENTREPRISES PRIVÉES P.9

RSE et ODD#3 - La SOCOCIM industrie met à l'honneur la santé et la sécurité au travail
RSE et ODD#1 à 17 - Sonatel en 2024 : innovation, responsabilité sociale et performance durable

RUBRIQUE V : ACTU' RSE - DD HORS DE NOS FRONTIÈRES P.10

ODD - Mondial - Quand la foudre met le feu à la planète : comprendre les incendies naturels en 2025
ODD - En Afrique - Urgence ou opportunité pour une économie circulaire des déchets
ODD - COP30 : Les pays en développement réclament 1300 milliards de dollars par an pour faire face au climat

Rubriques réalisées par Malick **MBOUP**, Omar **DIEDHIOU** et Marème **MBAYE** 

ARTICLE DE SENSIBILISATION N°I - REGARD GÉOGRAPHIQUE.....P.11 M. Malick **MBOUP**

Transition écologique en Afrique : les pouvoirs publics, acteurs du privé et de la société civile unissent leurs forces ?

ARTICLE DE SENSIBILISATION N° IIP.13 Mme Fatimatou **DIALLO**

Titre - L'exploitation du zircon menace le désert entre espoir et incertitude

ARTICLE DE SENSIBILISATION N° III..... P.14 M. Ibrahima Oumar **DEH**

Titre - L'exploitation minière en Afrique : entre promesses de développement et urgences écologiques

ARTICLE DE SENSIBILISATION N° IVP.15 M. Tin **RAKOTOMALALA** & Mme Herinirina **FANEVA**

Titre - L'électricité, levier de souveraineté et de justice pour l'Afrique en transition

ARTICLE DE SENSIBILISATION N° V.....P.16 M. Florent **TOTO**

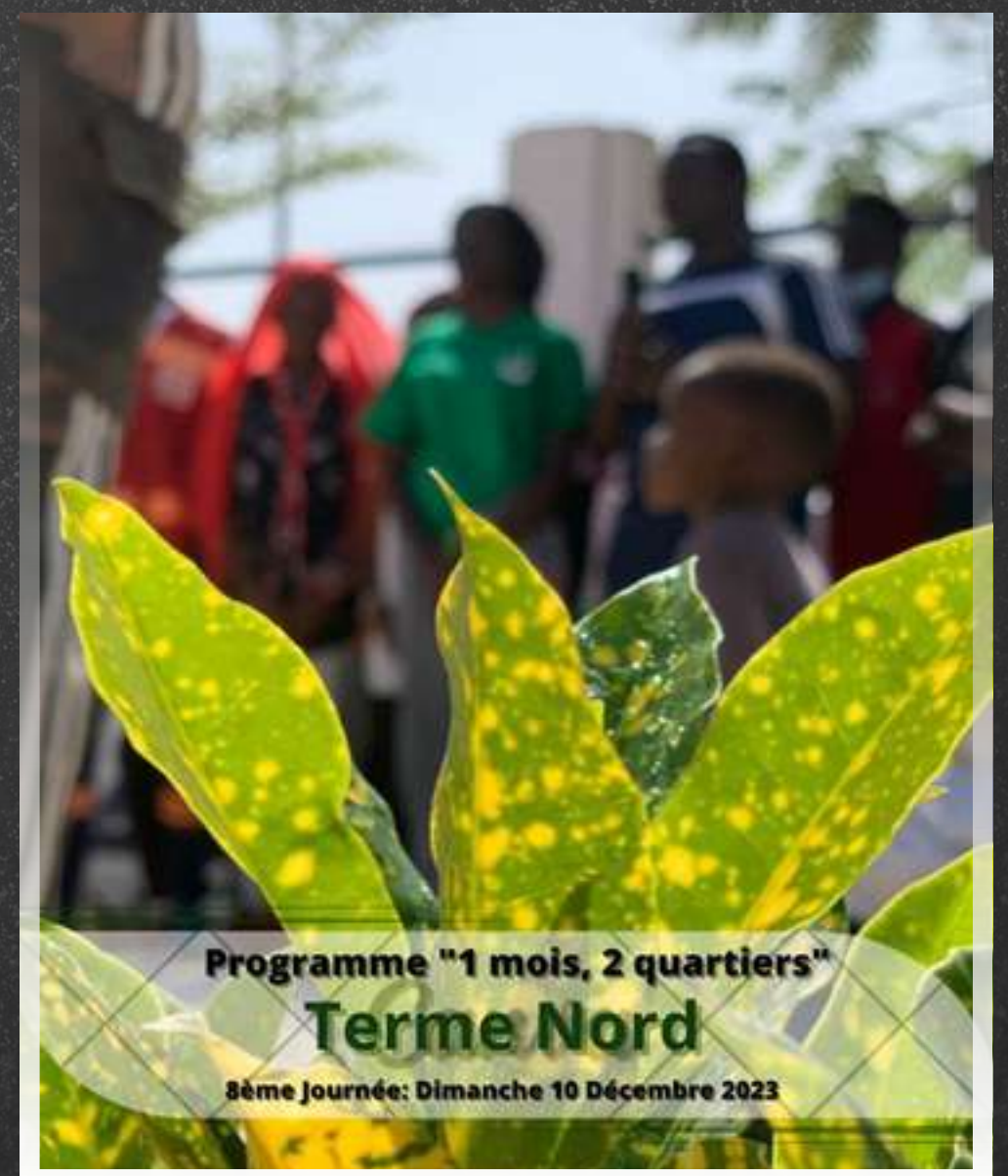
Titre - Politiques publiques vertes au Bénin : Mythe ou réalité

ARTICLE VI - FOCUS SUR UNE PRATIQUE ASSOCIATIVE (1/2).....P.18 M. Ibrahima **NGOM**

Titre - Le rôle des associations dans la sensibilisation et de l'éducation environnementale

ARTICLE VI - FOCUS SUR UNE PRATIQUE ASSOCIATIVE (2/2).....P.19 Mlle. Fatou B.R. **DIEDHIOU**

Titre - Sénégal face aux défis climatiques : le rôle clés des associations environnementales



Un mois, un quartier du Club Environnement de Yoff



- **Auchan Sénégal**, une entreprise qui place l'Humain au cœur de ses priorités.....P.4
- **Auchan Sénégal** lance la première foire des fournisseursP.8
- **Auchan Sénégal**, une entreprise proactive dans la préservation de l'environnementP.12
- **Collectif impact positif** : présentation du cabinet de Conseil APTUS-CDF.....P.17
- **Sen Retail** en chiffres après deux ans au service des consommateurs sénégalais.....P.20

© Conception et réalisation : Malick MBOUP



ÉDITORIAL



THÈME DU MAGAZINE : L'AFRIQUE EN TRANSITION : L'ENVIRONNEMENT AU CŒUR DES POLITIQUES PUBLIQUES PORTÉES PAR LES ÉTATS, LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES OU ENTREPRISES PUBLIQUES.

Chers.es lecteurs, lectrices,

C'est avec un immense plaisir que je vous présente notre dixième **numéro** de magazine trimestriel (**100% numérique + gratuit**) destiné à informer et sensibiliser les **consommateurs au Sénégal et dans la diaspora** sur les enjeux de **développement de nos territoires**. Le choix de consacrer ce dixième numéro à la journée Mondiale de l'Environnement repose sur la nécessité d'apporter des éléments de réflexion pour faire face aux **défis de développement durable de nos territoires et nos sociétés**. Cette dixième édition, dont le titre est : **l'Afrique en transition : l'environnement au Cœur des Politiques Publiques portées par les états, collectivités territoriales et les entreprises**, est formulée sous forme de **diagnostics, d'analyses et de recommandations** objectives basées sur des expériences de terrain.

Cette nouvelle publication s'inscrit dans une dynamique ambitieuse : valoriser les initiatives locales, celles qui émergent dans nos villes, nos campagnes, nos quartiers et qui incarnent cette Afrique résiliente, innovante et responsable. Nous avons choisi de mettre en lumière des actions qui ont un impact positif direct sur la population. Ce sont des exemples concrets de mobilisation et d'actions en faveur d'un développement inclusif, durable et ancré dans les réalités territoriales. À travers cette initiative portée par des entreprises, institutions publiques, associations ou ONG, nous découvrons des projets à fort impact dans des secteurs clés pour faire du défi écologique, un enjeu de développement et de prospérité de nos territoires.

Mais cette édition va plus loin. Elle donne la parole à une jeunesse africaine plurielle et engagée, avec des articles rédigés par de jeunes contributeurs venus du Sénégal, de Madagascar, de Mauritanie et du Bénin. Ces jeunes, étudiants, chercheurs, professionnels et activistes, nous livrent leurs regards croisés sur les transformations en cours, les enjeux environnementaux spécifiques à leurs pays, mais aussi les solutions inspirantes portées par les citoyens, les entreprises, les entrepreneurs ou les pouvoirs publics.

Ce numéro n'est pas un simple état des lieux. Il se veut diagnostique et prospectif, avec des recommandations concrètes pour renforcer l'ancrage territorial des politiques environnementales et accompagner les transitions nécessaires dans nos sociétés africaines. Nous croyons que l'Afrique ne doit pas attendre son développement durable : elle doit le co-construire, ici et maintenant, à partir de ses forces vives.

🗨 Ces trois images, tirées de l'actualité et des articles, m'ont le plus marquée pour ce numéro. La promotion des motos électriques au Bénin et l'introduction de foyers améliorés avec l'association NEBEDAY illustrent des efforts concrets en faveur d'une transition écologique, bien que ces avancées soient contrastées par la destruction des écosystèmes du désert de Lompoul due à l'exploitation du zircon au Sénégal.



Développement industriel des motos électriques dans les rues de Bénin pour promouvoir une mobilité urbaine plus écologique (cf. article 5, page 16).



Des foyers améliorés pour réduire la consommation de bois-énergie dans les ménages avec l'association NEBEDAY (cf. rubrique actualité 2, page 6).



Destruction des écosystèmes locaux et de la biodiversité du désert de Lompoul à cause de l'exploitation du zircon au Sénégal (cf. article 2, page 13).



Nous adressons nos sincères remerciements à Auchan Sénégal, partenaire engagé de cette édition, qui a généreusement permis l'édition et la diffusion gratuite de ce dixième numéro à destination de nos lecteurs au Sénégal et dans la diaspora. Par son soutien, Auchan Sénégal réaffirme son engagement aux côtés des initiatives qui valorisent l'entrepreneuriat local, l'innovation sociale et le développement durable sur nos territoires.

Bonne lecture



www.senretail.sn



+221.77.408.53.65



contact@senretail.sn

[@senretail.sn](https://www.instagram.com/senretail.sn)





JE SUIS CANDIDAT (E)



CAPITAL HUMAN

2 560 collaborateurs dont 85 %
sont en CDI

67 % d'hommes
33 % de femmes

47 % des femmes sont des cadres
Une moyenne d'âge = 34 ans

ENGAGEMENT SOCIÉTAL

Une vision stratégique qui place l'Humain au
au cœur de ses priorités

Plus qu'un slogan, c'est notre boussole.
Elle se matérialise par un engagement
dans ces volets : **éducation, santé, bonne
alimentation et l'inclusion sociale.**

BIEN-ÊTRE

Se former pour transformer
durablement

1,5 % de la masse salariale dédiée
à la formation des collaborateurs
pour les donner le pouvoir d'agir et
d'impacter.

Chez Auchan Retail Sénégal, la Responsabilité Sociétale et le Développement Durable ne sont pas de simples engagements : ce sont des leviers stratégiques intégrés au cœur même de notre modèle économique. Chaque décision clé de l'entreprise est guidée par cette ambition, au service d'un commerce plus responsable, plus humain et plus durable.

Cette démarche, concrète et reconnue, se reflète dans nos actions sur le terrain, dans la confiance de nos **clients** et dans la mobilisation quotidienne de nos **collaborateurs**. Elle traduit notre volonté d'avoir un **impact positif** auprès des communautés locales, en soutenant l'**économie nationale**, en réduisant notre **empreinte environnementale** et en plaçant l'**humain** au centre de toutes nos initiatives.



Dalen ak jamm
Auchan Sénégal


www.senretail.sn


+221.77.408.53.65


contact@senretail.sn
[@senretail.sn](https://www.instagram.com/senretail.sn)




RUBRIQUE I : ACTUALITÉS DE LA GRANDE DISTRIBUTION AU SÉNÉGAL



INTÉGRER LES PRODUCTEURS LOCAUX : LA STRATÉGIE DE CONTRACTUALISATION FACE À LA GRANDE DISTRIBUTION

Le Sénégal doit répondre à de nombreux défis dont celui de la sécurité alimentaire qui rend incontournable l'agriculture et l'ensemble des acteurs de la chaîne alimentaire. C'est un secteur qui représente une part importante dans la création de richesse : une contribution de **9,6 % du PIB** selon les travaux de l'ANSD (2022). L'agriculture a aussi une dimension **d'inclusion sociale**, car elle est un réservoir d'emplois pour des centaines de milliers d'hommes et de femmes. La pratique d'une activité agricole est ancrée dans les ménages sénégalais. Selon le rapport préliminaire du dernier recensement général de la population publié par l'ANSD (2023), elle concentre **908 628 ménages**, soit **45,6 %** des ménages du Sénégal. Dans ce contexte où l'agriculture occupe une place centrale tant sur le plan économique que social, la **contractualisation** apparaît comme un levier stratégique capable de structurer les relations entre producteurs et marchés, tout en favorisant un développement local inclusif et durable.



Tout d'abord, qu'est ce que la contractualisation entre la grande distribution et les producteurs agricoles ?

■ Définition de la contractualisation

La contractualisation désigne un processus par lequel deux ou plusieurs parties formalisent un accord à travers un contrat écrit, précisant les droits, obligations et modalités de collaboration entre elles.

Dans le contexte de l'agriculture et de la grande distribution, la contractualisation agricole est un partenariat formel entre un producteur agricole (ou un groupement de producteurs) et un acheteur (comme une grande surface, un transformateur ou un exportateur). Ce contrat peut porter sur :

- **les quantités à livrer,**
- **les délais de livraison,**
- **les normes de qualité exigées,**
- **le prix d'achat,**
- **les modalités de paiement,**

Elle peut donner à un accompagnement technique ou logistique de la part de l'acheteur pour ses fournisseurs.

La contractualisation entre les grandes surfaces et les producteurs agricoles au Sénégal représente une opportunité stratégique pour structurer le secteur agroalimentaire, tout en posant des défis spécifiques liés au contexte socio-économique sénégalais. Depuis 2014, avec l'implantation de supermarchés comme Auchan et Carrefour, les rapports entre acteurs du commerce sont modifiés. La contractualisation peut être un levier pour intégrer les producteurs locaux dans les chaînes d'approvisionnement des grandes surfaces, à condition que cela soit encadré de manière équitable et durable.

⚖ Enjeux et conditions de réussite

La contractualisation vise à établir des accords formels entre producteurs et distributeurs, garantissant des débouchés stables pour les agriculteurs et une qualité constante pour les distributeurs. Cependant, plusieurs conditions doivent être réunies pour assurer le succès de ces partenariats :

- **Respect des engagements** : Les deux parties doivent honorer les termes du contrat, notamment en ce qui concerne les délais de livraison, la qualité des produits et les modalités de paiement.
- **Soutien aux producteurs** : Les distributeurs peuvent fournir des intrants, des formations ou des services techniques pour aider les agriculteurs à répondre aux exigences du marché ;
- **Flexibilité des contrats** : Les accords doivent pouvoir s'adapter aux aléas climatiques, aux fluctuations des prix et aux autres imprévus qui peuvent affecter la production agricole.

🌐 Perspectives pour le Sénégal

Dans les lieux d'achat comme dans la grande distribution, l'approvisionnement en fruits et légumes est géré par des fournisseurs qui, à travers différentes formes de contractualisations, permettent aux acteurs de ravitailler leurs installations commerciales. Caractérisés par leur diversité et leur mode de fonctionnement, ces fournisseurs jouent un rôle vital dans l'approvisionnement en produits frais de la région de Dakar.

Pour que la contractualisation bénéficie pleinement aux producteurs sénégalais, il est essentiel, pour Auchan, Carrefour, les enseignes locales, ainsi que les pouvoirs publics de :

- Renforcer les capacités des agriculteurs : Des formations en gestion, en techniques agricoles et en négociation contractuelle peuvent les aider à mieux s'intégrer dans les chaînes de valeur.
- Mettre en place un cadre réglementaire adapté : Des lois et des politiques claires peuvent protéger les intérêts des producteurs et assurer une répartition équitable des bénéfices.
- Favoriser la transparence et la confiance : Une communication ouverte entre les parties prenantes est cruciale pour établir des relations durables et mutuellement bénéfiques.

Ainsi, la contractualisation peut être un outil puissant pour dynamiser l'agriculture sénégalaise, à condition qu'elle soit mise en œuvre de manière inclusive et équitable.



Mise en rayon des produits locaux dans les supermarchés Auchan au Sénégal pour approvisionner ses clients en produits frais @Mboup, 2021



En guise de conclusion : que retenir de cette problématique au centre d'acteurs important dans la sécurité alimentaire ?

Face aux défis structurels du Sénégal, notamment celui de la sécurité alimentaire, l'agriculture joue un rôle fondamental à la fois comme moteur de croissance économique et comme pilier de l'inclusion sociale. Dans ce contexte, la contractualisation entre producteurs agricoles et grandes surfaces se présente comme un outil essentiel pour structurer les filières, sécuriser les revenus des agriculteurs, garantir l'approvisionnement des marchés et créer des partenariats durables. Notre démarche vise ainsi à éclairer et sensibiliser les consommateurs sénégalais sur ces enjeux cruciaux, afin de promouvoir une consommation plus responsable, porteuse de valeur ajoutée locale et de souveraineté alimentaire.



Une femme productrice de légumes dans Les Niayes @Mboup, 2019

C'est en renforçant ces liens entre production, distribution et consommation que nous pourrions bâtir un système alimentaire plus juste, plus solidaire et plus résilient pour le Sénégal. C'est dans cette perspective que nous nous engageons à sensibiliser le consommateur sénégalais sur les enjeux liés à l'agriculture locale, à la contractualisation et à leur impact sur le développement économique et social du pays. Mieux comprendre ces mécanismes, c'est aussi encourager des choix de consommation plus responsables, qui soutiennent les producteurs nationaux et renforcent la souveraineté alimentaire du Sénégal

Auteur : Malick MBOUP, chercheur et spécialiste de la grande distribution en Afrique





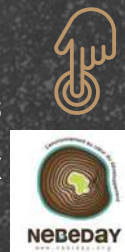
RUBRIQUE II : SEN ACTUALITÉS RSO ET DD - LES ASSOCIATIONS ET ONG

RSO ET ODD#11 + 12 - FOYERS AMÉLIORÉS : NÉBÉDAY ÉQUIPE PLUS DE 7 700 MÉNAGES DANS LE NORD DU SÉNÉGAL

Depuis janvier 2025, l'association **Nébédáy** a lancé une initiative d'envergure dans le nord du Sénégal, notamment dans la zone de Richard Toll, avec l'ouverture de 125 sites de construction de foyers améliorés répartis dans 80 villages. À ce jour, 7 725 ménages ont déjà été équipés, représentant 15 450 foyers améliorés construits, soit près de 69 % de l'objectif fixé à 22 500 unités.

Cette action s'inscrit dans une stratégie durable de lutte contre la déforestation, en réduisant significativement la consommation de bois-énergie dans les ménages. Une avancée concrète qui allie santé, autonomie énergétique et préservation des ressources forestières, tout en améliorant les conditions de vie des populations rurales.

Un projet exemplaire qui illustre parfaitement comment des solutions simples et locales peuvent répondre à des enjeux environnementaux globaux, tout en renforçant la résilience des communautés.



Source des images : Association Nebeday Sénégal

RSO ET ODD #4, 5, 11, 12 + 13 - L'ASSOCIATION ADANSONIA.GREEN LANCE SON PROJET COMPOST DANS LES ECOLES

Au Sénégal, la gestion des déchets est un enjeu crucial pour l'environnement et la lutte contre le changement climatique, car les déchets organiques produisent du méthane, un gaz à effet de serre puissant. Pour y remédier, l'association **adansonia.green** a lancé le projet « **Compost dans les écoles** », qui vise à former et sensibiliser élèves, enseignants et communautés au tri et au compostage. Ce projet met l'accent sur l'implication des jeunes et des femmes, et cherche à réduire les déchets envoyés en décharge, améliorer l'environnement local et limiter les émissions de gaz à effet de serre. Ainsi, le Sénégal progresse vers une gestion durable de ses déchets et une économie circulaire, tout en renforçant l'éducation environnementale.

Le projet en quelques chiffres :

- **4 régions touchées** (Dakar, Ziguinchor, Louga & Fatick)
- 10 écoles impliquées :
 - **1 composteur** installé par école :
 - Distribution de **15 poubelles** et **2 bacs à tri** prévue au cours de ce projet.

Une initiative inspirante qui montre que l'éducation environnementale, portée par les jeunes et les femmes, peut devenir un puissant levier de changement. À travers le projet "Compost dans les écoles", le Sénégal fait un pas concret vers une gestion plus responsable de ses déchets et une transition écologique inclusive.



Atelier de sensibilisation avec les élèves primaire Term Sud de Ouakam & l'école privé Christ Roi de Yoff, Sénégal

RSE + ODD#3 - CANCER : LA FONDATION BOA ET LA JEUNE INTERNATIONALE DAKAR N°1 MOBILISÉES À NGROUNDIANE

Le **samedi 10 mai 2025**, la **Fondation BOA**, en partenariat avec la **Jeune Internationale Dakar N°1**, a organisé une grande journée de dépistage et de vaccination à **Ngroundiane**, dans la **région de Thiès**. Une action à fort impact qui s'inscrit dans la dynamique de santé préventive au service des communautés locales.

Chiffres clés de la journée :

- 496 femmes ont bénéficié d'un dépistage du cancer du sein et du col de l'utérus,
- 147 jeunes filles ont été vaccinées gratuitement contre le VPH (Virus du Papillome Humain), principal facteur de risque du cancer du col de l'utérus.

Cette initiative a été rendue possible grâce à la synergie entre la Fondation BOA, les autorités locales, les professionnels de santé, les bénévoles et la communauté elle-même, illustrant parfaitement la force du partenariat au service de la santé publique.

Un bel exemple d'engagement collectif pour la prévention et la sauvegarde de vies humaines.



Atelier de sensibilisation et dépistage des gratuit des femmes





RUBRIQUE III : ACTUALITÉS RSO ET DD - LES INSTITUTIONS PUBLIQUES

ODD#7 + 10 - "ZIGUINCHOR S'ILLUMINE, L'ÉLECTRIFICATION RURALE AVANCE À GRANDS PAS VERS L'ACCÈS UNIVERSEL"

Le vendredi 16 mai 2025, deux nouveaux villages, **Courame** et **Djibidione**, dans la commune de Kataba 1 à Ziguinchor), ont été électrifiés dans le cadre du **programme national d'électrification rurale**, poursuivant la dynamique amorcée après **Sédhiou** et **Kolda**. Présidée par le ministre M. **Birame Souleye Diop**, les directeurs généraux de l'**ASER** et de l'**ANER** ainsi que les autorités territoriales et les élus locaux, cette initiative incarne un symbole de paix et d'espoir pour les populations locales. En trois jours, **33 localités** ont été mises en service, contribuant à la concrétisation de l'accès universel à l'électricité.



À Courame, une centrale solaire de **46,66 kWc** et **3,18 km** de réseau basse tension ont été installés, avec 67 installations intérieures. À Djibidione, une centrale de 34,1 kWc et un réseau de 3,437 km sont en place, avec 87 installations en cours. Ce projet est financé à hauteur de 27,5 millions de dollars US par la Banque Islamique de Développement (BID) et le Fonds Islamique pour le Développement, et prévoit d'alimenter **6 266 bénéficiaires** dans **177 localités rurales réparties sur 10 régions du Sénégal**.



Source des informations : Ministère de l'Énergie, du Pétrole et des Mines

RSO - ODD# 7, 14 + 15 - RENFORCEMENT DU CAPITAL HUMAIN : LE 3FPT ET L'ASP UNISSENT LEURS EFFORTS

Le Fonds de Financement de la Formation Professionnelle et Technique (3FPT) et l'Agence d'Assistance à la Sécurité de Proximité (ASP) ont conclu, ce jeudi 15 mai, une convention de partenariat visant à renforcer l'employabilité des jeunes, qui constituent près de 75 % de la population sénégalaise. À travers cet accord, le 3FPT s'engage à financer la formation de près de 5 000 jeunes dans le secteur de la sécurité de proximité. Ce partenariat stratégique instaure un cadre structuré de coopération entre les deux institutions et constitue une avancée significative pour le développement d'un capital humain qualifié, levier essentiel pour l'insertion professionnelle durable au Sénégal.

🗨 Ce partenariat illustre ainsi une dynamique vertueuse, où les institutions publiques unissent leurs forces pour offrir des solutions concrètes aux jeunes, tout en renforçant la cohésion sociale et la sécurité dans les territoires.



Source des informations : communication 3FPT

RSO - ODD# 5 + 8 - DYNAMISME ENTREPRENEURIAL AU NORD : LA DER/FJ DRESSE UN BILAN POSITIF À SAINT-LOUIS

Saint-Louis, le 15 mai 2025, les Journées de Promotion de l'Entrepreneuriat (JPE) ont été officiellement lancées ce jeudi à Saint-Louis, sous la présidence du Gouverneur de région, M. Al Hassane Sall, et en présence de la Déléguée générale de la DER/FJ, **Dr Aissatou Mbodj**. L'événement, qui s'inscrit dans le cadre de la dynamisation de l'écosystème entrepreneurial dans le nord du pays, a réuni une large palette d'acteurs : Dr Cheikh Oumar Ba, Directeur de l'institut IPAR Think Tank, un représentant de l'École des Entrepreneurs du Québec, ainsi que des représentants des autorités locales, des institutions partenaires et de nombreux entrepreneurs et bénéficiaires. Au programme de cette journée de mobilisation :

- Présentation des résultats obtenus par la DER/FJ dans les régions de Saint-Louis, Louga et Matam, illustrant une politique de territorialisation efficace.
- Valorisation des parcours d'entrepreneurs accompagnés par la DER/FJ.
- Sensibilisation à l'entrepreneuriat à travers des panels, masterclass et expositions thématiques.

🗨 Des résultats concrets et chiffrés : Depuis le lancement de ses actions dans la zone nord, la DER/FJ affiche des résultats significatifs :

- 35 234 bénéficiaires financés
- Près de 18 milliards FCFA injectés dans des secteurs clés : riziculture, horticulture, pêche, élevage, agroalimentaire, biodigesteurs, etc.
- 6 071 personnes formées
- 1 165 unités économiques immatriculées

La cérémonie a également été ponctuée par la remise symbolique de documents d'immatriculation, d'attestations de formation et de financements à plusieurs entrepreneurs.

Par cette initiative, la DER/FJ réaffirme sa volonté d'accompagner les entrepreneurs, partout sur le territoire, pour un développement inclusif et durable.



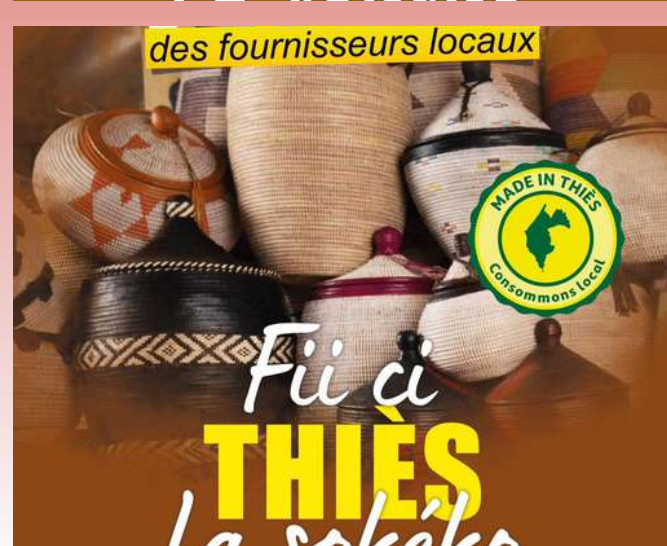
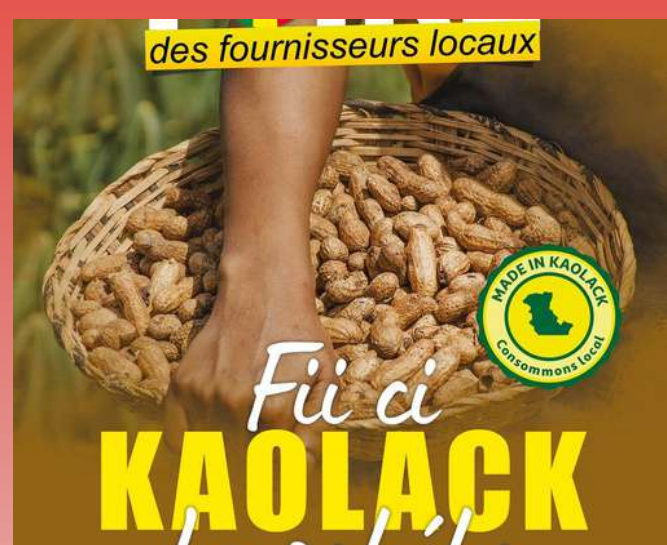
Source des informations : page LinkedIn la DER/FJ





Foire des fournisseurs N°1

Auchan Retail Sénégal : un catalyseur du « Made in Sénégal » et du développement local !



Du 09 au 11 avril 2025, l'esplanade du Grand Auchan Mermoz à Dakar a accueilli la 1ère Édition de la Foire des Fournisseurs Locaux, un événement majeur organisé par Auchan Retail Sénégal. Placée sous le thème « **La promotion du Made in Sénégal, un levier de croissance durable** », cette initiative s'inscrit pleinement dans la politique de contractualisation d'Auchan avec ses fournisseurs locaux, une démarche qui vise à ancrer durablement le commerce moderne dans l'économie nationale.

Auchan RETAIL SÉNÉGAL Un engagement concret pour la souveraineté alimentaire

En initiant cette Foire, **Auchan Sénégal** apporte une réponse forte à la vision stratégique du Gouvernement en matière de souveraineté alimentaire. À travers cette plateforme d'échange et de valorisation, les producteurs, transformateurs et entrepreneurs locaux ont eu l'opportunité de présenter leurs savoir-faire, de nouer des partenariats durables et de renforcer leur accès au marché de la grande distribution.

Auchan RETAIL SÉNÉGAL Un levier d'inclusion économique :

La Foire illustre l'impact positif de la politique d'Auchan en faveur du développement économique inclusif :

- Plus de **200 fournisseurs** locaux présents, représentant divers secteurs (agroalimentaire, cosmétique, artisanat, etc.) ;
- Une **meilleure visibilité des produits locaux** auprès des consommateurs ;
- Un **accompagnement renforcé** des petites entreprises dans leur montée en qualité et en capacité de production.

Auchan RETAIL SÉNÉGAL Vers une croissance partagée et durable

En valorisant les talents locaux et en renforçant les chaînes d'approvisionnement nationales, Auchan Sénégal confirme son rôle d'acteur économique engagé. Cette dynamique contribue non seulement à réduire la dépendance aux importations, mais aussi à créer des emplois durables, tout en stimulant l'innovation locale.



Auchan RETAIL SÉNÉGAL LES VICTOIRES !



+ 600 FOURNISSEURS



DES JEUNES ENTREPRENEURS



UNE DÉMARCHE INCLUSIVE



Contact pour devenir fournisseur chez Auchan : fournisseurs@auchan.sn

L'intégralité du film de la foire à voir en touchant ce lien : <https://www.youtube.com/watch?v=nxO8NcPx5LA&t=32s>



www.senretail.sn



+221.77.408.53.65



contact@senretail.sn

[@senretail.sn](https://www.instagram.com/senretail.sn)





RUBRIQUE IV : SEN ACTU' RSE ET DD 6 LES ENTREPRISES PRIVÉES

RSE + ODD#3 = BIEN-ÊTRE - SOCOCIM INDUSTRIE MET À L'HONNEUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL

À l'occasion de la Journée internationale de la Santé et de la Sécurité au Travail, célébrée chaque 28 avril, SOCOCIM Industries a organisé une semaine riche en animations et en sensibilisation, réunissant près de 345 collaborateurs et prestataires sur son site industriel.

Placée sous le thème des « 9 risques majeurs », cette édition 2025 a permis de renforcer la culture HSE à travers :

- Des ateliers pratiques sur l'identification des principaux risques opérationnels,
- Des sessions de sensibilisation de proximité, menées au sein des différentes directions de l'entreprise,
- Un stand d'exposition central installé au cœur de l'usine pour informer et échanger.

La semaine s'est clôturée par une cérémonie de distinction mettant à l'honneur les « Safety Champions » des mois de janvier, février et mars 2025, valorisant ainsi les bonnes pratiques et l'engagement exemplaire de certains collaborateurs.



Une initiative saluée pour son impact concret sur la prévention des risques professionnels au sein de l'industrie sénégalaise.



Source des informations : Page LinkedIn de la SOCOCIM industries

RSE + ODD#1 À 17 - SONATEL EN 2024 : INNOVATION, RESPONSABILITÉ SOCIALE ET PERFORMANCE DURABLE

Touchez l'image pour télécharger le rapport en pdf.

Le rapport annuel 2024 du Groupe Sonatel met en lumière une année marquée par une forte croissance, une innovation soutenue et un engagement accru en faveur de la responsabilité sociale et environnementale. Fêtant ses 40 ans, le groupe confirme sa position de leader dans l'économie numérique en Afrique de l'Ouest, avec des performances financières et opérationnelles solides malgré un contexte économique mondial complexe.

Les principaux enseignements :

1. Une croissance commerciale soutenue : Grâce à des investissements dans les réseaux haut débit et des initiatives commerciales innovantes, Sonatel a augmenté son nombre d'abonnés et renforcé la fidélisation de ses clients dans ses 5 pays de présence.
2. Une stratégie centrée sur l'expérience client : La digitalisation des services et l'utilisation de l'intelligence artificielle permettent d'offrir des services plus performants, notamment via Orange Money, Orange Énergies et Wido, créant ainsi davantage de valeur pour les communautés.
3. Une forte responsabilité sociale : Le groupe poursuit ses initiatives en matière d'éducation numérique, de santé, d'inclusion financière et de développement durable. Plus de 30 300 jeunes ont été formés au numérique en 2024, et plusieurs projets d'accès à l'eau, à l'éducation et aux soins ont bénéficié à des milliers de personnes.
4. Une gouvernance et un engagement éthique renouvelés: Le groupe insiste sur la transparence, la proximité avec leurs parties prenantes à travers divers dialogues et collaborations, et sur leur démarche de respect des normes internationales, avec notamment de nouvelles certifications pour ses filiales.
5. Une vision d'avenir audacieuse : Sonatel ambitionne de continuer à renforcer ses infrastructures, accélérer le développement de ses services financiers, et innover pour répondre aux besoins croissants de ses clients tout en soutenant le développement social et économique de la région.



Sonatel affiche une année de forte croissance, tout en affirmant ses responsabilités sociétales et environnementales, et en se positionnant comme un acteur clé du numérique pour un avenir plus inclusif et durable. Toutes, ce rapport pose un ensemble de questions :

1. **Manque de détails sur la gouvernance et la gestion des risques** : Bien que le rapport mette en avant les performances financières et les initiatives sociales, il pourrait bénéficier d'une analyse plus approfondie sur la gestion des risques et les stratégies de gouvernance, notamment en période de forte digitalisation et de développement durable.
2. **Absence d'indicateurs environnementaux précis** : Bien que le groupe mentionne ses efforts pour réduire son empreinte carbone, le rapport ne fournit pas de données chiffrées ou d'objectifs concrets en matière d'empreinte écologique, ce qui limiterait la transparence sur ses progrès environnementaux.
3. **Répartition des investissements peu détaillée** : La mention d'un investissement stratégique de 300 milliards FCFA est importante, mais le rapport pourrait préciser la répartition sectorielle ou géographique de ces investissements pour mieux comprendre leur impact et leur orientation stratégique.

Description limitée des enjeux liés à la cybersécurité : Avec l'accroissement des services digitaux, la sécurité des données devient cruciale. Le rapport pourrait étoffer ses sections sur la gestion de la cybersécurité et la protection des données personnelles.

Absence de perspectives claires sur les défis futurs : Bien que les ambitions soient affichées, le rapport aurait gagné à présenter de manière plus précise les principaux défis à venir, comme la régulation, la concurrence ou l'évolution technologique, ainsi que les stratégies pour y faire face.

Réalisation des promesses sociales et environnementales : Le rapport valorise fortement les actions sociales, mais une évaluation indépendante ou des indicateurs de performance précis auraient renforcé la crédibilité de ces engagements.

Ces critiques visent à encourager une transparence accrue et une communication plus détaillée pour renforcer la confiance des parties prenantes, **les consommateurs**.





RUBRIQUE V : LES ACTUALITÉS HORS DE NOS FRONTIÈRES

ODD - QUAND LA FOUDRE MET LE FEU À LA PLANÈTE : COMPRENDRE LES INCENDIES NATURELS EN 2025

Depuis le début de 2025, des incendies de forêt d'origine naturelle, provoqués par la foudre sèche sans intervention humaine, ont ravagé des régions entières, de la Californie à Israël. Ces événements, longtemps rares, deviennent plus fréquents et violents, poussés par le dérèglement climatique : hivers secs, vagues de chaleur extrême, vents violents et végétation surchargée en matière combustible.

En Californie, plus de 10 000 structures ont été détruites dès janvier, un mois historiquement humide. En Israël, des températures avoisinant les 46,5°C ont entraîné des feux incontrôlables autour de Jérusalem. Au total, des milliers de personnes ont été déplacées, et les pertes matérielles sont lourdes.

Face à cette nouvelle réalité, la **prévention** devient une priorité. L'**entretien des forêts**, l'**usage du feu contrôlé** et la **surveillance technologique** s'imposent comme des solutions clés. Localement, la sensibilisation des populations et l'adaptation des bâtiments sont essentielles.

Impacts sur les sociétés humaines et l'économie : logistique perturbée, sites commerciaux menacés, hausse des coûts d'assurance. Les entreprises, dans les zones sensibles, doivent anticiper ces risques climatiques croissants dans leurs stratégies d'implantation et de gestion.



Destruction causée par des incendies en Californie au Etats Unis.
Source : <https://ici.radio-canada.ca/>

ODD - DÉCHETS EN AFRIQUE : URGENCE OU OPPORTUNITÉ POUR UNE ÉCONOMIE CIRCULAIRE ?

Alors que la production mondiale de déchets explose, l'Afrique, bien qu'elle ne génère aujourd'hui qu'environ 5 % des déchets mondiaux, voit sa production urbaine croître de plus de 4 % par an. Urbanisation rapide, industrialisation naissante et modes de consommation en mutation accélèrent cette tendance.

Mais les infrastructures ne suivent pas : à peine 30 % des déchets sont collectés dans les zones urbaines, et la décharge à ciel ouvert reste la norme, avec des conséquences graves sur l'environnement et la santé. Le secteur informel joue un rôle clé dans le recyclage, mais dans des conditions souvent précaires.

Les récentes restrictions internationales sur l'importation de déchets (notamment de la Chine et de l'UE) coupent un canal économique à certains pays africains, tout en soulignant l'urgence de développer une gestion locale, durable et innovante des déchets.

Des initiatives africaines émergent : centres de tri mobiles, applications pour optimiser la collecte, startups qui transforment les déchets en matériaux de construction ou en carburant, ou encore mobilisation citoyenne pour améliorer le tri à la source.

🗨 Quel enjeu pour l'économie circulaire africaine ?

L'enjeu est double : participer à la réduction des déchets en amont (packaging, logistique, produits durables), tout en soutenant ou s'associant à des initiatives locales d'économie circulaire. Intégrer le secteur informel et miser sur les innovations africaines pourrait transformer un défi en levier de croissance responsable.



Transformation de déchets plastiques en étagère avec Recuplast, Sénégal

ODD - COP30 : LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT RÉCLAMENT 1 300 MILLIARDS DE DOLLARS PAR AN POUR FAIRE FACE AU CLIMAT

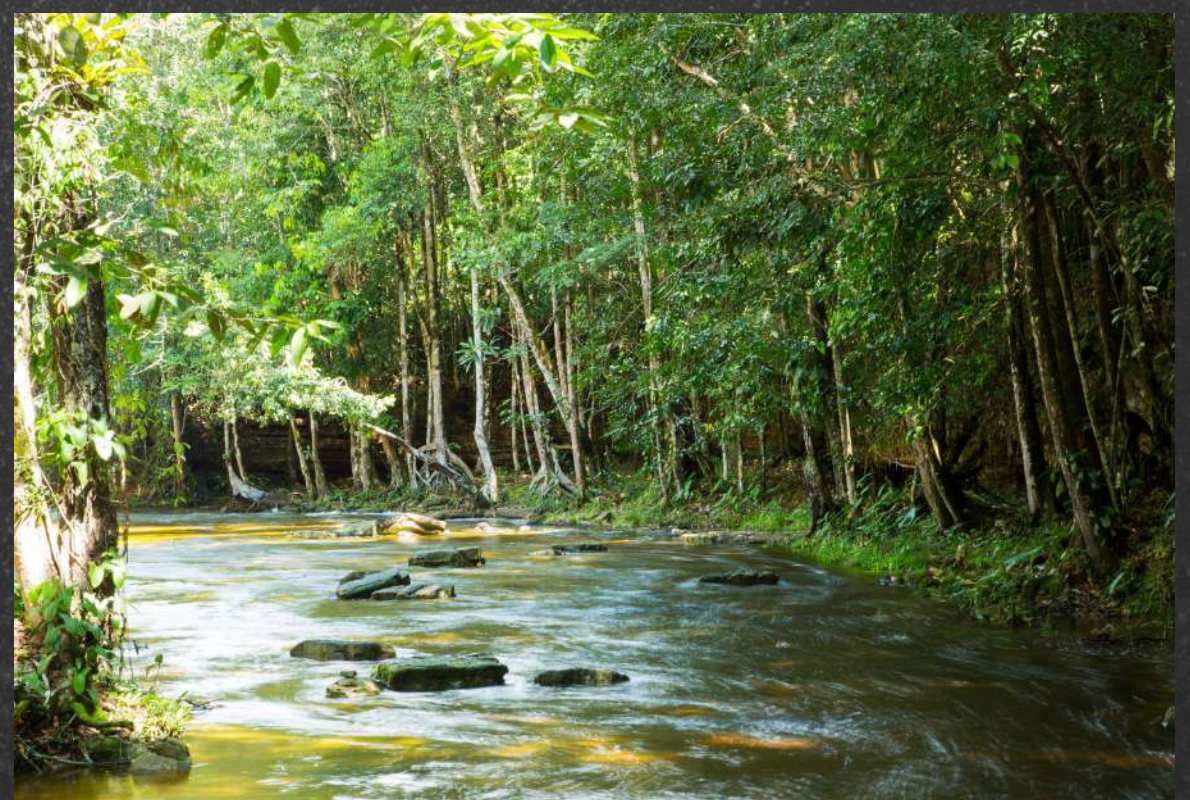
À quelques mois de la COP30, prévue en novembre 2025 à Belém (Brésil), les pays en développement, dont de nombreux pays africains, montent au créneau pour exiger des financements massifs dédiés à l'adaptation climatique. Face à la multiplication des catastrophes naturelles (sécheresses, inondations, cyclones), ils dénoncent l'inaction des pays industrialisés et réclament **1 300 milliards de dollars** annuels jusqu'en 2030, sous forme de dons, et non de prêts.

Ces fonds serviraient à construire des infrastructures résilientes, protéger les ressources naturelles, soutenir l'agriculture durable et améliorer la réponse aux catastrophes. Au-delà des montants, la question d'une justice climatique est centrale : les pays du Sud, les moins responsables du réchauffement, paient aujourd'hui le prix fort des émissions passées du Nord.

🗨 Pourquoi c'est important pour les acteurs économiques africains ?

L'accès à des financements climatiques simplifiés et adaptés pourrait accélérer la modernisation des chaînes d'approvisionnement, favoriser des infrastructures plus durables, et offrir des opportunités à l'entrepreneuriat vert. Les entreprises du retail ont un rôle stratégique à jouer dans cette dynamique, en soutenant les innovations locales et en intégrant les critères de résilience climatique dans leurs investissements.

🗨 **COP30 pourrait ainsi être un tournant** : soit vers une solidarité climatique concrète, soit vers un creusement des fractures planétaires.



La forêt amazonienne, un poumon planétaire, menacée de destruction par les activités industrielles au Brésil.





ARTICLE DE SENSIBILISATION N° I : REGARD GÉOGRAPHIQUE



Malick MBOUP

Doctorant & chroniqueur scientifique || CEO & founder of Sen Retail



TITRE - TRANSITION ÉCOLOGIQUE EN AFRIQUE : QUAND LES POUVOIRS PUBLICS, LES ACTEURS DU PRIVÉ ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE UNISSENT LEURS FORCES ?

L'Afrique en Transition : L'Environnement au Cœur des Politiques Publiques » désigne un mouvement stratégique et multidimensionnel visant à intégrer les impératifs environnementaux au cœur des choix économiques, sociaux et politiques. Cette approche repose sur la conviction que le développement durable ne peut être atteint sans une gouvernance écologique forte, partagée entre les États, les collectivités locales, les entreprises et les citoyens.



Contexte économique, social et démographique de l'Afrique

L'Afrique est aujourd'hui à un tournant majeur de son histoire. Avec une population de plus de 1,4 milliard d'habitants, dont 70 % ont moins de 30 ans, le continent connaît une croissance démographique rapide qui s'accompagne de profondes mutations économiques et sociales.

Sur le plan économique, bien que plusieurs pays affichent des taux de croissance soutenus, cette dynamique reste fragile, car fortement dépendante des ressources naturelles, exposée aux chocs climatiques, aux inégalités sociales et à l'informalité des économies locales. Parallèlement, l'urbanisation galopante, la pression sur les terres agricoles, la pollution et l'exploitation non durable des ressources exercent une pression croissante sur les écosystèmes.

Dans ce contexte, la transition écologique devient une nécessité pour garantir un développement inclusif et résilient. Elle suppose non seulement des politiques publiques ambitieuses, mais surtout une mobilisation collective des citoyens, en particulier des jeunes et des femmes, qui représentent la majorité de la population et portent le potentiel de transformation du continent.

Pourquoi l'environnement doit-il être une priorité pour l'Afrique ?

L'Afrique, bien qu'elle soit le continent qui émet le moins de gaz à effet de serre, est paradoxalement l'un des plus vulnérables aux conséquences du changement climatique : désertification, inondations, insécurité alimentaire, exode rural, etc.

Au Sénégal, les effets se manifestent à travers la salinisation des terres agricoles, la déforestation, la pollution plastique et la rareté de l'eau potable. Face à ces enjeux, il est urgent que les politiques publiques à tous les niveaux, État, collectivités territoriales, entreprises, placent la durabilité environnementale au centre de leurs priorités.

Des politiques publiques ambitieuses, mais encore trop centralisées au Sénégal

Si l'État du Sénégal a engagé plusieurs programmes, tels que le Plan Sénégal Émergent (PSE Vert) ou encore le Programme National de Gestion des Déchets (PROMOGED), leur efficacité dépend fortement de leur ancrage local et de l'appropriation par les citoyens.

Les collectivités territoriales jouent un rôle clé dans cette dynamique. Grâce à leur proximité avec les populations, elles peuvent :

- Mettre en place des actions concrètes d'adaptation (reboisement, gestion durable des ressources) ;
- Créer des cadres de concertation locale ;
- Favoriser l'éducation environnementale dans les écoles et les quartiers (cf. photo ci-dessous).



Le rôle croissant des entreprises dans la transition verte

Les entreprises, grandes et petites, ont une responsabilité croissante dans la transition écologique. Certaines, comme SOCOCIM, Auchan Sénégal ou SEDIMA, intègrent déjà des démarches RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises) qui prennent en compte les enjeux environnementaux : gestion des déchets, énergies renouvelables, économie circulaire, etc.

Cependant, il reste beaucoup à faire pour généraliser ces pratiques, notamment à travers :

- Des incitations fiscales pour les investissements verts ;
- L'adoption de normes environnementales sectorielles ;
- La transparence sur l'impact écologique des activités économiques.

Mobiliser les jeunes et les femmes : une nécessité stratégique

Les associations de jeunes et de femmes sont des leviers puissants pour une transition écologique réussie :

- Les jeunes sont porteurs d'initiatives innovantes dans l'agriculture durable, le recyclage ou les énergies renouvelables ;
- Les femmes, piliers des communautés rurales, sont souvent les premières à ressentir les effets des désastres environnementaux sur l'accès à l'eau, à la nourriture, ou à l'énergie.

Leur inclusion dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des politiques environnementales est indispensable.

Cela passe par :

- Le financement de projets communautaires portés par ces groupes ;
- Le renforcement de leurs capacités (formation, accompagnement) ;
- Une représentation réelle dans les instances décisionnelles.

Vers une alliance verte pour le Sénégal de demain

La transition écologique en Afrique – et particulièrement au Sénégal – ne pourra être portée que par une alliance entre l'État, les collectivités locales, les entreprises et les citoyens. Cela implique :

- Une planification inclusive et participative ;
- Une gouvernance environnementale locale renforcée ;
- Un engagement fort des populations, notamment des jeunes et des femmes, véritables acteurs du changement.

Vers une alliance verte pour le Sénégal de demain, c'est miser sur une mobilisation collective et durable. En unissant les forces de l'État, des territoires, du secteur privé et des citoyens, le Sénégal peut construire une transition écologique ambitieuse, inclusive et ancrée dans les réalités locales.



SPONSOR

Auchan|RETAIL
SÉNÉGAL



Installations de panneaux solaires en magasins



Promouvoir les sacs Kraft contre le plastique



Rayon anti-gaspillage de produits alimentaires



Engagement de nos collaborateurs pour impacter

LA VISION AUCHAN 2032, UNE DÉMARCHE INTÉGRÉE ?

Articulée autour de la **Vision Auchan 2032** « *Bien manger & Vivre mieux, tout en préservant la planète* », la stratégie RSE d'Auchan Sénégal repose sur trois piliers majeurs :

1. L'axe **Food (Bien manger)**, vise à promouvoir une alimentation de qualité et à aider les clients à mieux consommer grâce à une offre de sens et accessible ;
2. L'axe **People (Vivre mieux)**, vise à créer de la valeur avec les collaborateurs, les communautés et l'ensemble des parties prenantes d'Auchan, tout en encourageant la solidarité ;
3. L'axe **Planet (Préserver la planète)**, vise à réduire l'empreinte carbone de l'entreprise, à lutter contre le gaspillage alimentaire et la pollution plastique, et à contribuer à la préservation de la biodiversité.

À travers une politique RSE intégrée et des actions concrètes sur le terrain, nous construisons chaque jour, aux côtés de nos partenaires locaux, un Retail plus utile, plus éthique et plus engagé.

Préservation de la biodiversité et du bien-être animal avec le Parc de Hann de Dakar



Le vrac, une alternative chez Auchan pour lutter contre la pollution du plastique

Auchan|RETAIL
SÉNÉGAL

CIBLES PRIORITAIRES EN MATIÈRES DE POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES



LUTTER CONTRE LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE

Quelques actions concrètes : signature d'un partenariat avec le parc de Hann et zones anti-gaspillage.



PROMOUVOIR L'ÉDUCATION ENVIRONNEMENTALE

Quelques actions concrètes : Journées 'Auchan Clean + sensibilisation dans les écoles (projet AFAS).



LUTTER CONTRE LA PROLIFÉRATION DES PLASTIQUES

Actions concrètes : réduction du plastique à usage unique et la mise des rayons VRAC.



RÉDUIRE NOTRE EMPREINTE CARBONNE

Actions concrètes : mixte énergétique et sensibilisation des collaborateurs et des clients sur les gestes éco-responsables.



INTRODUIRE LE SOLAIRE DANS SA CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE

Action concrète : installation de 10 panneaux solaires dans les magasins pour réduire l'empreinte carbone des magasins.



SOUTENIR LES ASSOCIATIONS ENGAGÉES DANS L'ÉCOLOGIE

Actions concrètes : signature de partenariat (JVE, par exemple) + dons matériels et financiers à des associations locales engagées sur ces sujets.



www.senretail.sn



+221.77.408.53.65



contact@senretail.sn

@senretail.sn





Mme Fatimatou DIALLO

Étudiante en licence III à l'université Amadou Mactar MBAO de Dakar, Sénégal



TITRE - L'EXPLOITATION DU ZIRCON MENACE LE DÉSERT ENTRE ESPOIR ET INCERTITUDE

Lompoul n'est pas qu'un paysage au cœur du désert. Les villages environnants empreints d'une culture riche, ajoutent une dimension humaine à cet écrin naturel. Les communautés locales du Désert de Lompoul, principalement issues des ethnies Wolof et Serer, ont développé des traditions et un mode de vie étroitement liés l'environnement à désertique. Ces traditions se manifestent à travers l'artisanat, la musique, la danse, et les récits oraux qui sont passés de génération en génération, célébrant l'harmonie entre les habitants et leur terre. Le désert de Lompoul est situé dans la région de Louga, Sénégal. Sa superficie est de 18 km². Les dunes peuvent atteindre une hauteur de 40 à 50 m. Le sable aux tons ocre, voire rouges, est très fin. Le désert de Lompoul, joyau du Sénégal, se déploie dans un silence majestueux, où les dunes dorées ondulent sous le souffle du vent chaud.

Le désert de Lompoul, cette étendue aride, parsemée de petites touffes d'herbes et de quelques acacias résilients qui survivent grâce à l'adaptation aux faibles précipitations, offrant des moments de verdure surprenants entre les dunes, évoquant une beauté brute et sauvage. Le ciel, d'un bleu éclatant, contraste avec les nuances de sable, créant un tableau vivant au gré des ombres changeantes. Le climat y est typiquement désertique avec des journées chaudes et des nuits nettement plus fraîches. Au crépuscule, le désert se transforme en un océan de couleurs chaudes. Les rayons du soleil couchant embrasent les dunes, leur donnant des teintes allant du rose au violet. Chaque grain de sable semble murmurer des histoires anciennes, témoins d'un temps où le vent et le soleil régnaient en maîtres. Les nuits, quant à elles, révèlent un ciel étoilé d'une intensité rare, offrant un spectacle céleste qui invite à la contemplation.

L'exploitation du zircon : le contexte

L'État sénégalais a conclu une entente d'une durée de 25 ans avec la société Grande Côte Opération (GCO), contrôlée par l'entreprise française Eramet, pour exploiter les minerais Zircon et Ilménite sur le littoral sénégalais. A l'image des monstres tentaculaires, les machines reliées par d'épais tuyaux flottant sur un bassin artificiel avancent petit à petit vers le nord, le long de la côte atlantique. Depuis 2014, ces machines pompent le sable sénégalais pour en extraire le zircon, mais aussi de l'ilménite, du rutile et du leucoxène. Des minerais qui permettent de produire de la céramique ou des pigments blancs dans la peinture, le plastique ou le papier. Elles sont également utilisées dans la joaillerie, dans l'industrie nucléaire et le secteur automobile.

La société Grande Côte Opérations (GCO), détenue à 90% par la société minière française Eramet et à 10 % par l'État sénégalais, est devenue le quatrième producteur de zircon au monde en moins de dix ans. Après un record de 804 000 tonnes de concentré de sables minéralisés extraits en 2021, dont 15% de zircon, la production a légèrement baissé en 2022, mais les chiffres sont appelés à augmenter à partir de 2024, car la première partie du désert de Lompoul sur laquelle arrive la drague « a une forte teneur en minerai et les dunes sont hautes », explique Guillaume Kurek, directeur général de GCO.



Source de l'image : DISCOVER SENEGAL . Createur : PICASA

La première photo offre une vue saisissante du désert de Lompoul, avec ses dunes orangées ondulant à perte de vue sous un ciel limpide. Ce paysage naturel d'une beauté rare symbolise à la fois la richesse écologique et le potentiel touristique de la région. La tranquillité du lieu, son harmonie avec les activités traditionnelles comme le tourisme local ou le bivouac, illustrent une relation équilibrée entre l'homme et son environnement. En contraste, la seconde photo révèle les impacts visuels et écologiques de l'exploitation du zircon. On y voit des zones défigurées par les engins miniers, des sols éventrés, des espaces autrefois vierges désormais stériles et marqués par l'empreinte industrielle. Ce cliché met en évidence la transformation brutale du paysage et les atteintes portées à l'écosystème, avec des conséquences directes pour les habitants qui dépendent de ces terres pour leur survie.



Source de l'image : journal Lequotidien, 2022

Les répercussions environnementales

L'impact environnemental et social de la mine Les villageois du secteur de Lompoul dans cette zone ont alerté les organismes de la société civile, quant à ce projet d'extraction qui les inquiète fortement. Les habitants et les acteurs locaux se plaignent du manque de concertation et de transparence de la part des entreprises minières.

Néanmoins depuis le début du projet environ 1500 personnes ont été déplacé. Bien que des infrastructures aient été construites pour compenser ses déplacements les habitants se plaignent du manque d'emplois et des compensations adéquates vivant principalement du maraîchage, de l'élevage, de la pêche et du tourisme près du désert, l'absence d'eau et le d'infrastructures manque locales aggravent leur précarité et fragilisent leur équilibre de survie.

L'exploitation risque de détruire l'un des plus petits déserts au monde, menaçant les écosystèmes locaux et la biodiversité. Les activités peuvent minières également entraîner la pollution de l'air et de l'eau, ainsi que la dégradation des terres qui se retrouvent totalement infertiles.

En guise de conclusion, l'exploitation du zircon dans le désert de Lompoul soulève de vives inquiétudes environnementales et sociales. Malgré quelques infrastructures mises en place, le projet a provoqué le déplacement de 1500 personnes, sans compensations jugées suffisantes ni création d'emplois durables. Les activités minières menacent un écosystème fragile, aggravent la précarité des populations locales et mettent en péril les moyens de subsistance traditionnels. Quelques recommandations : Renforcer la transparence et la concertation avec les communautés locales ; Garantir des compensations justes et des alternatives économiques durables ; Protéger l'environnement par des études d'impact rigoureuses et le respect des normes écologiques ; Valoriser les activités locales (tourisme, agriculture, élevage) pour un développement équilibré.





M. Ibrahima Oumar Deh

Doctorant en sciences de l'environnement à l'UQAM



TITRE - L'EXPLOITATION MINIÈRE EN AFRIQUE : ENTRE PROMESSES DE DÉVELOPPEMENT ET URGENCES ÉCOLOGIQUES

Riche en ressources naturelles, l'Afrique attire depuis des décennies les investissements miniers. Ces activités sont souvent présentées comme un levier de croissance, de création d'emplois et d'amélioration des infrastructures. Mais derrière les promesses économiques se cachent de lourds défis environnementaux : déforestation, pollution des sols et des eaux, atteintes à la biodiversité, sans oublier les impacts sociaux sur les communautés locales. À l'heure où la transition écologique devient un impératif mondial, **comment concilier exploitation des ressources et préservation de l'environnement ?**

● Une gouvernance extractive aux effets dévastateurs

Dans plusieurs pays africains comme le Ghana, la RDC ou la Tanzanie, les multinationales minières bénéficient de régimes fiscaux favorables et d'un appui étatique fort. Pourtant, cette dynamique se traduit souvent par l'expulsion de communautés rurales, la déforestation massive, la contamination des sols et des eaux par le mercure ou le cyanure, et une précarisation des conditions de vie. Derrière les promesses de développement, les populations paient le prix fort.

Dans le district de Geita en Tanzanie, par exemple, les habitants dénoncent l'inaction des autorités face à la pollution des rivières et à l'accaparement des terres agricoles par les compagnies minières. Ces situations mettent en lumière les failles des cadres réglementaires environnementaux, souvent insuffisamment appliqués ou contournés au nom de la croissance.



Vue d'une mine à ciel ouvert en Afrique – Un modèle de développement contesté.

✊ Justice environnementale et voix des communautés

Enfin, il est crucial que les politiques publiques reconnaissent les luttes locales pour la justice environnementale. Les femmes, les jeunes et les exploitants artisanaux sont souvent en première ligne, mais rarement écoutés. Une véritable transition ne pourra se faire sans leur inclusion active.

L'Afrique en transition ne peut se contenter de verdir ses politiques. Elle doit remettre en question les logiques d'accumulation extractiviste et reconstruire ses trajectoires de développement à partir des territoires et des savoirs locaux.

Note de lecture : Cet article s'appuie sur une analyse de plusieurs publications académiques et rapports issus de recherches sur l'industrie minière en Afrique, incluant notamment les travaux de Bebbington et al. (2008), Urkidi (2010), Ofori et Ofori (2019), ou encore Hilson (2012).

💬 Que retenir de cet enjeu capital pour la prospérité

Enfin, il est crucial que les politiques publiques reconnaissent les luttes locales pour la justice environnementale. Les femmes, les jeunes et les exploitants artisanaux sont souvent en première ligne, mais rarement écoutés. Une véritable transition ne pourra se faire sans leur inclusion active.

L'avenir de l'exploitation minière en Afrique dépendra de sa capacité à s'inscrire dans un modèle plus durable, équitable et respectueux des écosystèmes. Entre exigences économiques et urgences écologiques, un nouvel équilibre reste à construire.

⚖ Vers une réforme structurelle des politiques publiques ?

Une vraie transition écologique nécessite de repenser les fondements mêmes de la gouvernance minière. Cela passe par :

- Le renforcement des réglementations environnementales et leur application effective,
- L'évaluation participative des impacts écologiques des projets extractifs,
- L'intégration des communautés locales dans la prise de décision ;
- La promotion de modèles alternatifs, comme l'économie circulaire, l'écotourisme communautaire ou l'agriculture durable.

Certaines initiatives de cogestion au **Burkina Faso** ou en **Tanzanie** montrent qu'un autre modèle est possible : plus inclusif, plus transparent, et respectueux des écosystèmes.



Impact environnemental de l'extraction aurifère dans les zones rurales.





ARTICLE DE SENSIBILISATION N° IV



Tin Rakotomalala

Founder - Specialist in logistics warehouse management

TITRE - L'ÉLECTRICITÉ, LEVIER DE SOUVERAINETÉ ET DE JUSTICE POUR L'AFRIQUE EN TRANSITION

Près de 600 millions d'Africains vivent encore dans le noir. Ce n'est pas seulement un chiffre. C'est une réalité quotidienne faite de bougies dans les salles de classe, de lampes à pétrole dans les centres de santé, de petits commerces contraints de fermer à la tombée du jour. L'énergie, ou plutôt son absence, conditionne tout : la santé, l'éducation, la production, la dignité. Sans électricité, aucune politique publique ne peut vraiment produire ses effets. Et sans volonté politique, l'électricité restera un privilège.



Rédaction – Diapason Think Tank Diapason (www.diapason.mg)

Diapason © Avril 2025 Think Tank : 102 avenue des Champs Élysées, 75008 Paris

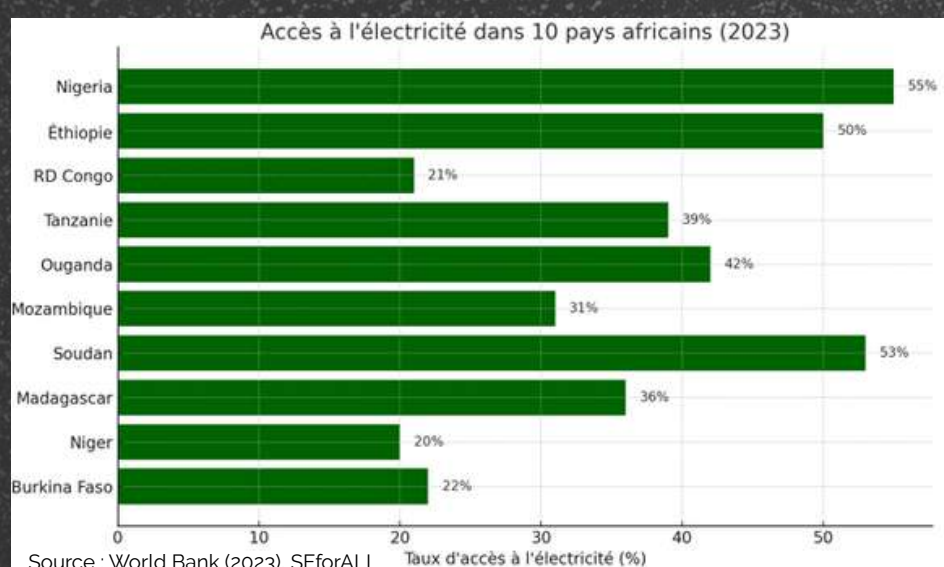


Mme Herinirina FANEVA

Innovation en énergie et réseaux, SIEL-TE |
Présidente de l'association Fianaralab | Women in Africa young leaders 2023

Une Afrique encore trop sombre

L'Afrique subsaharienne concentre 83 % du déficit mondial d'accès à l'électricité. Le taux d'accès moyen y est de 48 %, mais tombe à 26 % en zone rurale. Madagascar, le Niger ou le Tchad, par exemple, affichent des taux inférieurs à 40 %, alors que les besoins ne cessent d'augmenter. Madagascar, à elle seule, ne fournit l'électricité qu'à 36 % de sa population, et moins de 15 % en zone rurale.



Cette fragilité se double d'un modèle économique à bout de souffle. La compagnie publique JIRAMA (Madagascar) cumule plus de 625 millions USD de dettes pour faire tourner des centrales au fioul, au coût de production de 0,74 €/kWh. Le tarif de vente moyen, lui, reste figé à 0,09 €. L'équation est intenable, et le modèle de dépendance aux combustibles fossiles pèse à la fois sur l'environnement et sur les finances publiques.



La Mission 300 : un sursaut nécessaire

Face à cette urgence, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et plusieurs partenaires ont lancé en 2023 l'initiative Mission 300, pour connecter 300 millions de personnes d'ici 2030. Cette initiative ne résoudra pas tous les problèmes, mais elle pose les jalons d'une stratégie nouvelle, articulée autour de trois axes :

- L'expansion des réseaux électriques nationaux ;
- Le déploiement de mini-réseaux solaires pour les zones rurales ;
- La transformation des services publics électriques, avec plus de transparence et de partenariat public-privé.

Loin des discours technocratiques, cette approche recentre le débat sur les besoins réels des citoyens. Ce que veut l'éleveur du Sahel, la vendeuse de Tamatave ou l'étudiant de Goma, c'est une électricité fiable, accessible et abordable.

L'énergie propre comme choix politique

L'Afrique ne manque pas de ressources. Le soleil y est abondant. L'eau, omniprésente. Le potentiel hydroélectrique, éolien et solaire est immense. Pourtant, les pays africains continuent de dépendre massivement du fioul, du diesel ou du bois, au détriment de leur santé et de leur souveraineté énergétique. À Madagascar, 403 sites hydroélectriques ont été identifiés, mais très peu sont exploités. Ce sous-emploi du potentiel local n'est pas une fatalité. Il est le résultat d'une absence de volonté politique, de planification à long terme et d'investissement dans les compétences locales. Les initiatives locales sont légion et ne manquent pas de compétences ni de vision, telles que des ingénieries sociales comme Fianaralab qui forment à la base la population, c'est-à-dire le citoyen, sur les responsabilités qui lui incombent au quotidien. La concrétisation de ces projets dépend principalement de l'ouverture de partenariats avec les organes étatiques ou multilatéraux pour faire en sorte que les synergies contribuent à la pluralité des fournisseurs d'énergie. D'autres pays montrent pourtant la voie. Le Maroc, grâce à l'énergie solaire, ou l'Éthiopie, avec ses barrages, ont amorcé des transitions énergétiques ambitieuses. L'énergie renouvelable est un choix politique. C'est une manière de dire : "nous investissons dans notre avenir, et pas dans des solutions de fortune".

Financer la souveraineté énergétique :

une priorité africaine Le financement est l'angle mort de trop de stratégies énergétiques. Le besoin total estimé pour Mission 300 d'ici 2030 dépasse 120 milliards USD. Pourtant, les bailleurs multilatéraux ne couvrent aujourd'hui que 15 à 20 % de cette somme. Autrement dit, plus de 100 milliards USD doivent être mobilisés par les Africains eux-mêmes : États, banques nationales, entreprises, citoyens. Attendre n'est plus une option. Il faut bâtir des instruments de financement souverains. Transformer les banques publiques en vecteurs de développement. Mettre en place des fonds d'électrification alimentés par la fiscalité verte, la diaspora, voire les redevances minières. Les dons et subventions des partenaires internationaux sont bienvenus. Mais ils ne doivent pas devenir un alibi pour reporter l'action, ou pire, pour renforcer notre dépendance. Ce n'est pas avec quelques millions ponctuels qu'on électrifie un continent. L'énergie est un levier de souveraineté, pas un champ d'assistanat.



Une transition juste, ou pas de transition

La justice énergétique commence par l'accès. Ce que propose le think tank Diapason dans son « Dossier Énergie » de février 2025, c'est une voie à double niveau : à court terme, accélérer l'accès à l'électricité à travers des mini-réseaux et des solutions décentralisées. À long terme, construire un marché énergétique africain intégré, avec des infrastructures partagées et une stratégie industrielle claire. Les politiques environnementales ne doivent pas être cosmiques ni rédigées pour les bailleurs. Elles doivent traduire une volonté de transformation profonde : produire mieux, distribuer mieux, gouverner mieux.

Recommandations pour une politique publique efficace

1. **Planifier à long terme** : fixer des objectifs clairs, alignés sur les ODD et les besoins réels des populations en utilisant les technologies adéquates adapté à chaque territoire, créer une base de données lié à la consommation et la production énergétique et aux prospectives. (ex : création d'un cadastre des énergies renouvelables pour identifier les gisements disponibles)
2. **Financer localement** : créer des instruments de financement africains autonomes et stables et impliquer la diaspora au développement énergétique de son pays d'origine
3. **Investir sur la recherche et l'innovation** : soutenir les projets qui favorise la promotion des solutions locales
4. **Intégrer régionalement** : mutualiser les ressources énergétiques et les compétences au niveau continental.
5. **Sensibiliser la population** : former les citoyens sur la maîtrise de l'énergie, la tarification électrique et l'efficacité énergétique.

En conclusion... Éclairer, c'est gouverner

Éclairer, ce n'est pas seulement allumer une ampoule. C'est gouverner avec justice. C'est permettre à une mère d'accoucher dignement. À un enfant de faire ses devoirs. À un paysan d'irriguer son champ. À un État de planifier sa politique industrielle. L'électricité est un droit. Et comme tout droit, il suppose un combat.



www.senretail.sn



+221.77.408.53.65



contact@senretail.sn

[@senretail.sn](https://www.instagram.com/senretail.sn)





ARTICLE DE SENSIBILISATION N° V



M. Florent TOTO

Étudiant en Master 2 Gouvernance des Projets de Développement Durable Université Paris-Saclay



TITRE - POLITIQUES PUBLIQUES VERTES AU BÉNIN : MYTHE OU RÉALITÉ ?

Situé en Afrique de l'Ouest, entre le Togo, le Nigeria, le Burkina Faso et le Niger, le Bénin est un pays côtier bordé par l'océan Atlantique. Il couvre une superficie d'environ 114 763 km² et compte plus de 13 millions d'habitants. Sa capitale administrative est Porto-Novo, tandis que Cotonou en est la capitale économique et la plus grande ville. Son économie repose principalement sur l'agriculture, le commerce et les services, avec le port de Cotonou comme moteur clé. Le pays est engagé dans des réformes économiques et sociales, tout en faisant face à des défis comme la gestion des ressources naturelles, l'éducation et le développement durable.



Le Bénin, un pays au potentiel économique important

Un cadre juridique et institutionnel affirmé

Le Bénin a inscrit la protection de l'environnement dans sa Constitution depuis 1990, où il est clairement stipulé que « toute personne a droit à un environnement sain, satisfaisant et durable et a le devoir de le défendre »^[1]. Cette base constitutionnelle est renforcée par une loi-cadre de 1999 qui définit les règles et objectifs gouvernementaux en matière environnementale. Depuis, plusieurs initiatives ont vu le jour, notamment le Projet d'urgence de gestion environnementale en milieu urbain (2011-2019), témoignant d'une volonté politique d'agir face aux défis tels que la désertification dans le nord et la déforestation dans le sud du pays^[1].

Des engagements récents et ambitieux sur la scène internationale ?

Plus récemment, le Bénin a présenté à la COP29, tenue en novembre 2024 à Bakou, un cadre d'action climatique ambitieux visant à accélérer la transition verte et à promouvoir un développement durable. Ce plan comprend des mesures innovantes telles que la monétisation du carbone, des instruments de crédit novateurs, ainsi qu'une matrice de politique commune pour améliorer la coordination des financements climatiques. Ces initiatives s'appuient sur des partenariats solides avec des institutions financières internationales comme la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et le FMI, qui soutiennent financièrement et techniquement le pays.



Séance de vulgarisation de l'application Agricef de Tic Agrobusiness Center au Bénin, en 2022

Une mobilisation financière innovante et croissante

Le Bénin mise sur des mécanismes financiers innovants pour attirer les investissements privés dans la finance verte. En 2023, le pays a émis des obligations ciblant les Objectifs de développement durable, et la création d'une Banque verte au sein de la Caisse de dépôts et consignations témoigne d'une structuration accrue du financement climatique local. Par ailleurs, la mise en place d'une plateforme de financement facilitera l'accès aux prêts pour les petites et moyennes entreprises engagées dans des projets verts, renforçant ainsi le tissu économique local tout en contribuant à la lutte contre le changement climatique.

Des défis persistants à relever ?

Malgré ces avancées, le Bénin fait face à des défis environnementaux importants. La vulnérabilité du pays au changement climatique reste élevée, en raison notamment de sa dépendance à l'agriculture et à l'emploi informel. La déforestation, la perte d'habitats naturels, la surexploitation des ressources et la pollution continuent de peser lourdement sur la biodiversité et la qualité de vie des populations. La mise en œuvre effective des politiques publiques vertes nécessite donc un engagement constant, une coordination renforcée et un suivi rigoureux des résultats.



Le potentiel d'énergie renouvelable du continent n'est utilisé qu'à 0,3 %. Source de l'image : AFP



Un Béninois au volant d'une moto électrique dans les rues de Cotonou le 21 octobre 2022. Photo prise : AFP - Yanick Folly

Conclusion : une réalité en construction

Les politiques publiques vertes au Bénin ne sont pas un simple mythe. Elles s'appuient sur un cadre légal solide, des engagements internationaux ambitieux et une mobilisation financière innovante. Toutefois, leur succès dépendra de la capacité du pays à transformer ces politiques en actions concrètes et durables, capables de répondre aux défis environnementaux tout en favorisant un développement économique inclusif. Le Bénin trace ainsi une voie prometteuse vers une transition écologique réaliste, mais le chemin reste encore long et exigeant.

Sources consultées :

- https://fr.wikipedia.org/wiki/Environnement_au_B%C3%A9nin
- <https://www.vivafrik.com/2024/11/26/le-benin-presente-un-cadre-daction-climatique-ambitieux-a-la-cop29-pour-acceler-la-transition-verte-et-soutenir-un-developpement-durable-a72496.html>
- <https://www.afdb.org/fr/news-and-events/press-releases/le-benin-devoile-un-cadre-daction-climatique-ambitieux-la-cop29-pour-favoriser-la-transition-verte-et-le-developpement-durable-78772>
- <https://www.afdb.org/fr/news-and-events/press-releases/benin-le-financement-climatique-prive-et-la-croissance-verte-au-menu-des-discussions-sur-le-rapport-pays-2023-de-la-banque-africaine-de-developpement-65407>
- <https://www.cdcb.bj/Appui-aux-projets-gouvernementaux>
- <https://www.banquemonddiale.org/fr/news/press-release/2023/12/06/benin-can-create-opportunities-for-a-just-energy-transition-and-green-inclusive-growth-world-bank-report>
- <https://www.cbd.int/doc/world/bj/bj-nbsap-v2-fr.pdf>



www.senretail.sn



+221.77.408.53.65



contact@senretail.sn

[@senretail.sn](https://www.senretail.sn)



#COLLECTIF IMPACT POUR L'AFRIQUE



#COLLECTIF IMPACT

Le Collectif d'Impact est une initiative conjointe de deux acteurs complémentaires sur les rapports de développement durable et RSE :

- **APTUS-CDF**, cabinet-conseil spécialisé en stratégie d'impact et en politiques publiques - <https://aptuscdf.com/> (Guinée Conakry)
- **Sen Retail**, plateforme d'intelligence dédiée à la RSE, au développement durable et à la grande distribution en Afrique - <https://senretail.sn/> (Sénégal);

APTUS-CDF

Conseil - Durabilité - Finance



Cabinet de Conseil APTUS-CDF

APTUS-CDF est un cabinet de conseil spécialisé en Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) et Finance Durable, engagé aux côtés des acteurs publics, privés et de la société civile pour construire des trajectoires de développement inclusives, éthiques et pérennes.



Elhadj Oumar Bah

Spécialiste en stratégies RSE, philanthropie et ressources humaines



Salamata Diallo

Analyste financière de profession, spécialiste en évaluation financière des entreprises.



Louis M. Sarah

Spécialisé en marketing digital et communication | Analyste web

Nos domaines d'expertise :

- **Stratégies RSE & Développement Durable**
- **Finance Durable & ESG**
- **Conseil en politiques publiques et dialogue parties prenantes**
- Conception et animation de dispositifs collectifs à impact
- **Communication responsable**



Nos zones d'intervention :

Afrique francophone (Guinée, Sénégal, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Mali, Cameroun, RDC, etc.)

Mail : contact@aptuscdf.com Site web : www.aptuscdf.com

Téléphone : +224 620 02 22 20



www.senretail.sn



+221.77.408.53.65



contact@senretail.sn

[@senretail.sn](https://www.instagram.com/senretail.sn)





ARTICLE VI : FOCUS SUR UNE PRATIQUE ASSOCIATIVE [1/2]



TITRE - LE RÔLE DES ASSOCIATIONS DANS LA SENSIBILISATION ET L'ÉDUCATION ENVIRONNEMENTALE



M. Ibrahima NGOM

Président de l'association Club Environnement de Yoff



Face aux défis environnementaux croissants, le rôle des associations dans la sensibilisation et l'éducation environnementale est devenu essentiel. Présentes aussi bien au niveau local que global, ces organisations jouent un rôle pivot pour éveiller les consciences, transmettre des connaissances et inciter à l'action pour la protection de notre planète.

Affiche du programme de sensibilisation dans les écoles "Naatal Daara" porté par le Club Environnement de Yoff



Le Sénégal, comme de nombreux pays africains, est durement frappé par les conséquences du changement climatique : érosion côtière, sécheresse prolongée, inondations récurrentes, insécurité alimentaire, pollution des sols et de l'air. Ces phénomènes, aggravés par une urbanisation rapide et une gestion encore insuffisante des ressources naturelles, mettent à rude épreuve les équilibres écologiques et les conditions de vie des populations.

Dans ce contexte d'urgence écologique, l'éducation environnementale apparaît comme un levier fondamental pour bâtir une société plus résiliente, responsable et durable. Elle permet non seulement de transmettre des savoirs sur les enjeux climatiques, mais aussi de développer des comportements écoresponsables, dès le plus jeune âge.

Aujourd'hui, de nombreuses associations, écoles, universités et structures communautaires s'investissent dans la sensibilisation et la formation écologique, notamment auprès des jeunes, qui représentent une part majeure de la population. Leur rôle est crucial pour faire émerger une conscience collective apte à relever les défis actuels et futurs. C'est dans cette dynamique que l'éducation environnementale au Sénégal s'impose comme un véritable pont entre les citoyens et les enjeux écologiques, favorisant l'éveil de l'éco-citoyenneté, grâce à une approche pédagogique inclusive et adaptée. À la fois levier d'innovation sociale et outil d'influence pour un changement durable, elle reste néanmoins confrontée à plusieurs défis qu'il convient d'analyser pour en renforcer l'impact.

1. Un pont entre les citoyens et les enjeux environnementaux

Les associations sont souvent le premier contact des populations avec les problématiques écologiques. Grâce à leur proximité avec les communautés, elles traduisent des concepts parfois complexes comme le changement climatique, la biodiversité ou l'économie circulaire, en actions concrètes et compréhensibles. Elles agissent ainsi comme un véritable pont entre la science, les politiques publiques et les citoyens.

4. Un levier d'innovation et d'influence

Les associations innovent constamment pour rendre la sensibilisation plus dynamique : projets artistiques, campagnes sur les réseaux sociaux, etc. Elles influencent aussi les décideurs politiques en relayant la voix des citoyens et en plaidant pour des réformes en faveur du développement durable. Leur rôle de veille et d'alerte contribue à maintenir l'environnement au cœur des débats publics.

5. Des défis à surmonter

Malgré leur rôle clé, elles Doivent souvent faire face à des défis : manque de financement, besoin de renforcement de capacités, faible reconnaissance institutionnelle. Cependant, leur résilience et leur créativité leur permettent de continuer à innover et à se battre pour un avenir plus respectueux de l'environnement.

2. L'éveil de l'éco-citoyenneté

En stimulant la réflexion et en valorisant l'engagement individuel et collectif, les associations contribuent à former des éco-citoyens : des individus conscients de leur impact sur l'environnement et capables d'agir en conséquence. À travers des actions de terrain comme des opérations de nettoyage, du reboisement ou des ateliers de recyclage, elles offrent des opportunités concrètes d'implication et renforcent le sentiment de responsabilité collective.



L'éducation environnementale à travers la pratique du sport (randonnée)



Sensibilisation dans à travers des projections de film dans les quartiers

3. Une éducation adaptée et inclusive

À travers des ateliers, des conférences, des campagnes de sensibilisation, ou encore des programmes éducatifs dans les écoles, les associations développent des méthodes pédagogiques variées et adaptées à tous les publics. Elles savent s'adresser aussi bien aux enfants qu'aux adultes, en tenant compte des contextes culturels, sociaux et économiques. Cette approche inclusive permet une meilleure appropriation des enjeux environnementaux par l'ensemble de la société. L'UNESCO reconnaît d'ailleurs l'éducation environnementale comme une composante essentielle pour atteindre l'Objectif de Développement Durable (ODD) 4 sur l'éducation de qualité, et l'ODD 13 sur l'action climatique.



Mobilisation des enfants pour des actions de ramassage de plastiques





ARTICLE VII : FOCUS SUR UNE PRATIQUE ASSOCIATIVE [2/2]



Mlle Fatou B.R. DIEDHIU

Etudiante en master environnement à l'université
Amadou Mahtar MBOU de Diamniadio



TITRE - SÉNÉGAL FACE AUX DÉFIS CLIMATIQUES : LE RÔLE CLÉ DES ASSOCIATIONS ENVIRONNEMENTALES

Le changement climatique est un défi mondial majeur : selon le **Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)**, la température moyenne mondiale a déjà augmenté de **1,1 °C** par rapport à l'ère préindustrielle, provoquant une multiplication des événements extrêmes. D'ici 2050, 216 millions de personnes pourraient être déplacées à cause du climat, dont une large part en **Afrique subsaharienne**.



Prolifération des déchets en plastiques sur la plage de Saint-Louis

L'Afrique, bien qu'elle ne contribue qu'à environ **4 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre**, est l'un des continents les plus vulnérables. On y observe une augmentation des sécheresses, une baisse des rendements agricoles pouvant atteindre **20 %**, et une élévation du niveau de la mer menaçant des millions de personnes vivant sur les littoraux. Le Sénégal n'est pas épargné : l'érosion côtière y affecte plus de 60 % du littoral, la fréquence des inondations s'intensifie, et les périodes de sécheresse perturbent gravement l'agriculture. Dans ce contexte, les associations environnementales jouent un rôle crucial en sensibilisant les populations, en développant des solutions d'adaptation locales, et en plaidant pour des politiques publiques plus ambitieuses.

Parmi les régions du monde les plus exposées aux dégradations environnementales, l'Afrique apparaît aujourd'hui comme l'une des plus vulnérables. Le Sénégal, pays en développement, en est un témoin direct. Il subit l'avancée de la mer, qui provoque une érosion côtière sévère, notamment à **Bargny, située à seulement 28 kilomètres de Dakar**.

Le pays est également confronté à la sécheresse, à la rareté des terres cultivables, au réchauffement climatique, aux inondations, à une **gestion problématique des déchets**, à la **pollution plastique**, ainsi qu'à une **dégradation de la qualité de l'air**, causée entre autres par les cimenteries, les usines de béton et le trafic automobile.

Face à ces nombreux défis, les associations environnementales s'engagent de plus en plus activement pour proposer des solutions locales.

Quel rôle les associations environnementales portées par des jeunes et des femmes ?

Face à cette urgence écologique, de nombreux jeunes Sénégalais se mobilisent. Conscients et engagés, ils fondent des associations environnementales qui interviennent sur plusieurs fronts :

- Nettoyage des plages et des espaces publics ;
- Reboisements pour lutter contre la déforestation et renforcer les services écosystémiques ;
- Éducation environnementale, notamment dans les écoles et les quartiers ;
- Plaidoyers citoyens, pour interpeller les autorités et les institutions internationales.

Ces associations sont actives sur le terrain, proches des communautés, et confrontées aux réalités locales. Ces initiatives citoyennes, bien que parfois limitées en moyens, ont un impact réel et croissant. Elles permettent non seulement de sensibiliser la population, mais aussi d'agir concrètement face aux effets du changement climatique. Leur ancrage local, leur dynamisme et leur capacité d'innovation font des associations environnementales des actrices incontournables de la résilience écologique au Sénégal. Certaines se distinguent particulièrement par l'ampleur de leurs actions et la portée de leurs engagements.

En guise de conclusion, force est de constater que le Sénégal dispose aussi d'un levier puissant : sa jeunesse engagée. Il est impératif de renforcer leur visibilité, leur financement et leur capacité d'action. C'est en unissant les forces institutionnelles, citoyennes et communautaires que le Sénégal pourra bâtir un avenir plus vert et plus juste.



Activité de reboisement avec le Club de Réflexion et d'Action Citoyenne (CRAC)



Cleaning night avec le club Eco human de l'UAM



Fresque des déchets avec Eco Jeunes et les élèves du Cem de Thiaroye 44

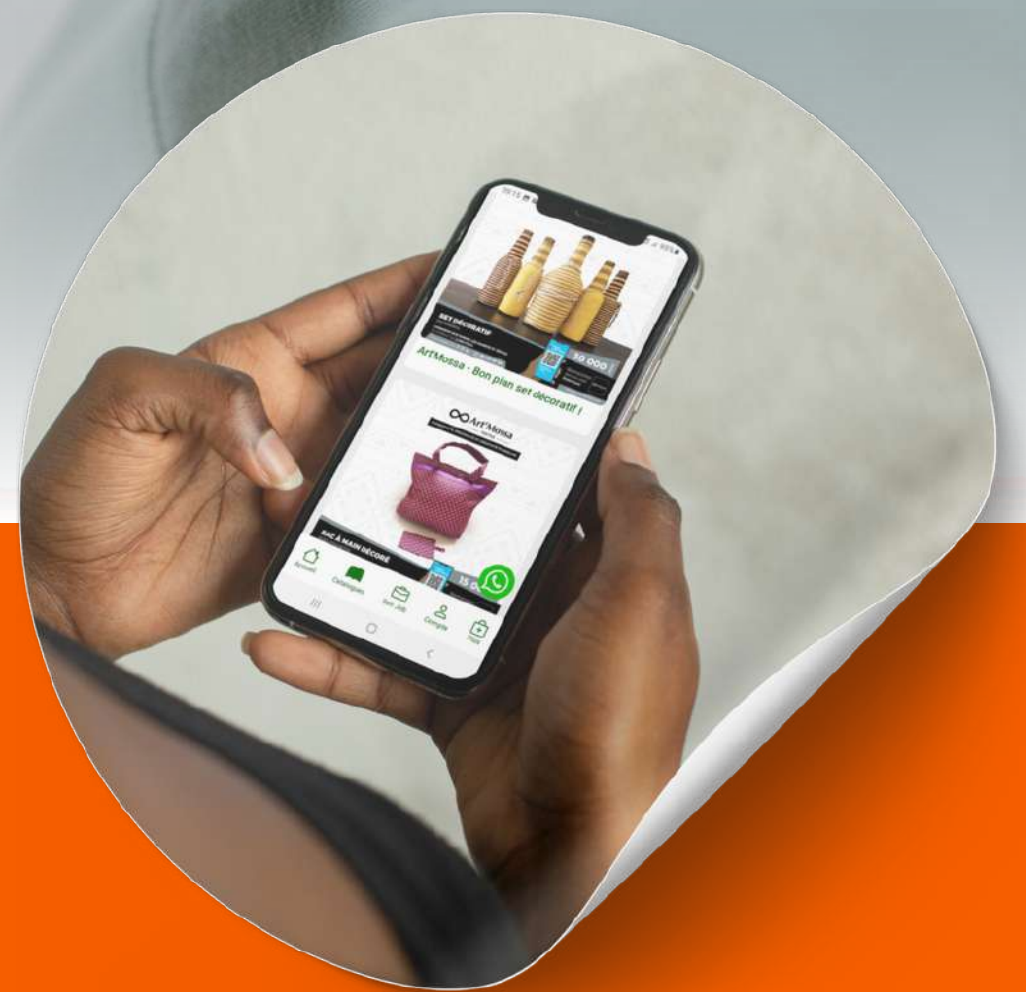
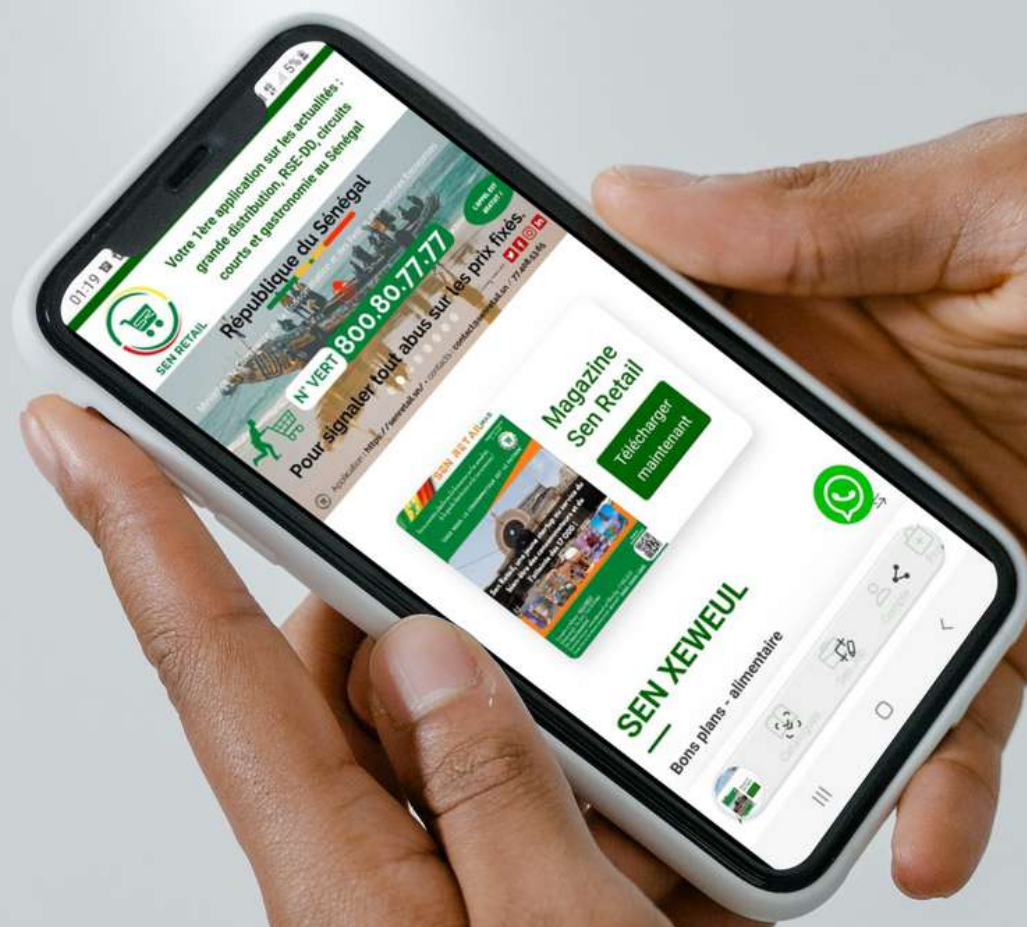
Quelques exemples d'associations environnementales :

De nombreuses associations se sont démarquées ces dernières années :

- **CRAC (Club de Réflexion et d'Action Citoyenne)** : engagé dans l'action communautaire et la sensibilisation partout au Sénégal depuis plusieurs années ;
- **Éco jeune Sénégal** : organisation environnementale axée sur l'éducation à l'éco-citoyenneté des enfants de 11 à 17 ans ;
- **Eco Human de l'UAM** : association universitaire impliquée dans l'éducation environnementale, bon cadre de vie de l'université ;
- **UGB Verte** : à l'Université Gaston Berger, elle regroupe des étudiants engagés pour la transition écologique.

Face aux effets croissants du changement climatique, de nombreuses associations environnementales sénégalaises, souvent portées par des jeunes, se mobilisent sur le terrain. Elles mènent des actions concrètes comme le nettoyage des plages, le reboisement, l'éducation à l'environnement et le plaidoyer citoyen. Bien que ces initiatives aient un impact réel, elles restent limitées sans un soutien plus fort de l'État et du secteur privé. Il est donc urgent que ces acteurs s'engagent davantage pour accompagner et renforcer le travail de ces associations, essentielles dans la lutte contre les dérèglements climatiques.





SEN RETAIL

Chez nous, le lecteur / consommateur est le patron !

Notre mission va bien au-delà de l'information professionnelle. **Sen Retail**, avec sa **plateforme numérique et son magazine**, se positionne comme un véritable outil de sensibilisation du grand public aux enjeux du développement durable, aux transformations du commerce, à l'impact de la grande distribution sur les économies locales, et aux nouvelles habitudes de consommation



NOMBRE DE VUES : 13 846, UN CHIFFRE QUI TÉMOIGNE D'UN FORT INTÉRÊT DU PUBLIC.



TOTAL DES SESSIONS : 7 191, UN VOLUME SIGNIFICATIF QUI CONFIRME L'INTÉRÊT SOUTENU DES VISITEURS.



UN TAUX DE REBOND DE 61 %, DANS LA MOYENNE DES SITES D'ACTUALITÉ, TÉMOIGNANT D'UN TRAFIC QUALIFIÉ



DES CONTENUS QUI SUSCITENT UN INTÉRÊT INTERNATIONAL AVEC 10 MAGAZINES RÉALISÉS ET ACCESSIBLES GRATUITEMENT.

Découvrez tous nos services de conseils et de valorisations sur : <https://senretail.sn/sen-consulting/>



www.senretail.sn



+221.77.408.53.65



contact@senretail.sn

@senretail.sn

